


**RAPPORT**  
**Evaluation Rapide de Protection dans le village de Marébougou**

<p><b>Coordonnées GPS</b> Latitude : N 13°54'17,19432'' Longitude : O 4°33'48,99312'' Altitude : 280,98m Précision : 96m</p> 	<p><b>Dernière mise à jour</b></p>	11/10/2021
	<p><b>Dates de l'ERP</b></p>	06 au 11/10/2021
	<p><b>Localités affectées</b></p>	Région de : Mopti Cercle de : Djenné Commune de : Femaye Village : Marébougou
	<p><b>Populations affectées</b></p>	<p>Cette évaluation a concerné les PDIs de Marébougou de la commune de Femaye. Elles sont estimées à 45 ménages composés de 105 PDIs dont 41 femmes, 20 hommes, 24 filles et 20 garçons.</p> <p>Les ménages sont repartis dans les localités d'accueil ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– A Djenné (Dotéme et Diabolo), nous avons identifié 20 ménages composés de 51 PDIs (14 femmes, 09 hommes, 18 filles et 10 garçons).</li> <li>– A Diaba Peulh, 25 ménages ont été identifiés composés de 54 PDIs dont 19 femmes, 11 hommes, 11 filles et 13 garçons.</li> </ul> <p>Ces PDIs sont essentiellement des communautés Bozos, Dogons et Bambara.</p>
<p><b>Déclencheur de l'ERP</b></p>	<p>A la date du 29 septembre 2021, le Service Local du Développement Social et de l'Economie Solidaire (SLDSES) de Djenné a remonté une alerte faisant cas d'attaque du village de Marébougou situé dans la commune de Femaye, cercle de Djenné par des hommes armés non identifiés dont le bilan est de 02 personnes portées disparues et 01 personne blessée qui a été admise au Centre de Santé de Référence</p>	

		<p>de Djenné.</p> <p>La triangulation de l'alerte auprès de plusieurs sources a permis de confirmer l'attaque et le mouvement des PDIs vers Djenné (Dotémé et Diabolo) et à Sofara (Diaba Peulh).</p>
--	--	---

	<p><b>Méthodologie</b></p>	<p>Pendant l'évaluation, l'équipe a fait des observations pour identifier les risques de protection qui sont observables. En plus, 03 groupes de discussions ont été faits séparément avec les hommes et les femmes des tranches d'âge de 20 à 40 ans et 01 groupe de discussion avec les tranches d'âge de 40 ans et plus. Enfin, 03 entretiens avec les informateurs clés dont 01 femme et 02 hommes de plus de 30 ans.</p>				
	<p><b>Résumé des problèmes rapportés</b></p>	<p>Meurtres</p> <p>Agressions physiques</p> <p>Enlèvement de personnes</p> <p>Disparition forcée</p>	<p>Vols du bétail et de biens matériels</p>	<p>Destruction et/ou incendie de maisons</p> <p>Destruction et/ou incendie d'infrastructures sociales de base</p>	<p>Abandon/perte des documents d'état civils</p>	<p>Déplacements forcés des ménages</p> <p>Restriction de mouvements</p> <p>Détresse psychologique et émotionnelle</p>

						généralisée
	<p><b>Résumé de la situation et recommandations au Cluster Protection</b></p>	<p><b>PRESENTATION DU CONTEXTE GENERAL :</b></p> <p>Le contexte sécuritaire dans le cercle de Djenné est devenu très volatile depuis le début de l'année avec des foyers de tensions et des affrontements récurrents entre les groupes armés non-étatiques dans les communes de Soye dans le cercle de Mopti et Femaye dans le cercle de Djenné. Depuis le mois de mai 2020, en plus de l'évaluation qui fait objet de ce rapport, trois (3) mouvements de populations dans le cercle de Djenné ont déjà fait l'objet d'évaluation rapide de protection (ERP):</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Du 23 au 25 avril 2021, une ERP conduite à la suite du mouvement des populations des localités de Sare-Hére, Néou, Megou, et Laanawoye dans la ville de Djenné et celles des localités de Dankoussa, Moupan et Saré-Hére accueillies dans les localités de Sofara et Diaba-Peulh.</li> <li>– Du 13 au 15 mai 2020, une ERP conduite à la suite d'un mouvement de la population de Diongué-Ouro</li> <li>– Du 23 au 28 août 2021, une autre ERP conduite à la suite du déplacement forcé des populations de Koumaga et Marébougou à Djenné, Sofara et Senossa (Siratintin)</li> </ul> <p>Depuis le mois d'avril 2021, l'instabilité sécuritaire du cercle affecte considérablement l'environnement de protection des populations. Au cours de chaque attaque, selon les affinités avec les hommes armés auteurs de l'attaque, une partie des populations est forcée au déplacement. Pendant les différents mouvements de populations, il a été observé que les femmes et les enfants sont les personnes les plus affectées. Il est aussi ressorti des discussions avec les informateurs clés que les hommes sont les plus affectés par les meurtres et les enlèvements. La présence des milices d'autodéfense (Dozo) qui assurent la sécurité</p>				

des populations et la protection de leurs biens font face à des attaques récurrentes et sporadiques des groupes armés non -étatiques mais ils ne parviennent pas à occuper le village de Marebougou de manière pérenne.

Pendant les violences, plusieurs problèmes de protection sont enregistrés dont les meurtres, les agressions physiques, les enlèvements, les restrictions de mouvement, les déplacements forcés, les vols des bétails etc.

**PRESENTATION/DESCRIPTION DU SITE DE L'ERP :**

La commune urbaine de Djenné est composée de 11 villages : Djenné, Wélingara, Gomnikouboye, Syn, Niala, Souala, Kamaraga, Yentela, Bale-Seina, Diabolo et Kera. Elle est limitée :

- Au nord par la commune de Ouro-Ali et Derari,
- Au sud par la commune de Dandougou - Fakala,
- A l'est par les communes de Fakala et Madiama,
- A l'ouest par les communes de Pondori et Ouro-Ali

La population de la commune est d'environ 36 200 habitants dont 17 882 femmes et 18 318 hommes selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) 2009. Les principales ethnies de la commune sont les bozos, les peulhs, les Marakas, les bobos et les sonrhais. L'économie de Djenné est basée sur l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'artisanat, le commerce et le tourisme qui ne fonctionne plus à cause de l'insécurité. Il existe 12 écoles de premier cycle, 04 du niveau second cycle, 01 lycée public, 53 écoles coraniques, 03 écoles coraniques (Medersas) publiques et 01 centre de formation professionnelle. Sur le plan sanitaire, il y a 02 Centres de Santé Communautaires, 01 Centre de Santé de Référence, 03 pharmacies et 04 cases de santé. Les infrastructures hydrauliques sont constituées d'un (01) château d'eau et

	<p>six (06) forages.</p> <p><b>ACTION EN COURS :</b></p> <p><b>L'action en cours au moment de l'évaluation :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Une mission de terrain du CICR pour l'évaluation de la situation des PDIs;</li> <li>– Mener des activités de sensibilisation et d'éducation face aux risques liés aux engins explosifs improvisés sur les sites d'accueil et d'origine ;</li> <li>– Faciliter l'obtention des documents d'Etat-civil ;</li> <li>– Tenir des séances de sensibilisation pour minimiser les conséquences liées au mariage précoce et aux mutilations génitales féminines ;</li> <li>– Fournir une assistance alimentaire aux PDIs présentant des vulnérabilités spécifiques ;</li> <li>– Assister les ménages déplacés présentant des vulnérabilités spécifiques en abris et NFIs ;</li> <li>– Renforcer la résilience et l'autonomie des ménages déplacés en les appuyant avec des activités génératrices de revenus ;</li> <li>– Faciliter l'accès aux soins de santé pour les personnes déplacées ;</li> <li>– Renforcer la connaissance des communautés sur la COVID-19 et les gestes barrières en mettant à leur disposition des kits d'hygiène de lavage des mains.</li> </ul>				
<b>Niveau de l'alerte</b>	1 (Faible)	2	3	4	5 (Elevé)

Thème de Protection	Résultat	Commentaires	Recommandations
<p>Sécurité, déplacement et protection générale</p>		<p>La situation sécuritaire dans le cercle de Djenné devient de plus en plus préoccupante particulièrement dans la commune de Femaye. Selon les participants aux groupes de discussions et les informateurs clés, le village de Marébougou continue de subir des attaques armées. Le bilan de l'attaque du 24 septembre 2021 est de 02 hommes tués âgés de 30 et 32 ans, et 14 hommes blessés par balles. La prise en charge des personnes blessées a été assurée par le Centre de Santé de Référence de Djenné et l'hôpital Somino Dolo de Mopti. Les auteurs de l'attaque ont emporté plus de 50 têtes de bétails et ont incendié le centre de santé et le bâtiment de l'école qui était non fonctionnelle depuis deux années à cause de l'insécurité. Au moment de l'évaluation, à cause de la gravité de la situation, les ménages continuent de quitter Marébougou pendant la nuit à pieds. Ils passent par la localité de Souma qui est à 4 kilomètres de Marébougou et viennent en groupes séparés. La majorité est composée des femmes et des enfants. Les PDIs choisissent les localités d'accueil en fonction des liens de parenté qu'elles entretiennent</p>	<p><b>Aux autorités administratives et de polices :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer la sécurité des populations Marébougou</li> <li>- Aider les populations restées dans la localité de départ à rejoindre des localités où elles se sentent en sécurité</li> </ul> <p>Aux acteurs spécialisés en documentation civile :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Faciliter l'acquisition des documents d'état-civil (Carte d'identité nationale, jugement supplétifs et acte de mariage).</li> </ul>

		<p>avec les communautés des villages d'accueil.</p> <p>Selon les participants aux groupes de discussions et les informateurs clés, les personnes déplacées se sentent en sécurité dans les villages d'accueil.</p> <p>Selon les informateurs rencontrés, malgré ces séries d'attaques, une partie de la population n'a pas pu quitter la localité de Marébougou à cause de la crainte liée à la présence des hommes armés sur les axes Marébougou-Soma, Marébougou- Yebe et Marébougou-Siratintin .</p> <p>En dépit de violences subies, les PDIs ont exprimé leur volonté de retour dans la localité d'origine si la situation sécuritaire s'améliore.</p> <p>Enfin, les PDIs ont signalé avoir abandonné ou perdu leurs documents d'état-civil dans les violences notamment, la carte d'identité nationale et l'acte de naissance.</p>	
<p><b>Cohésion sociale</b></p>		<p>Il est ressorti pendant les groupes de discussion et les entretiens avec les informateurs clés qu'aucune tension n'existe entre les membres de la communauté d'accueil et les personnes déplacées. Comme mentionné plus haut, les personnes déplacées choisissent leurs localités d'accueil en fonction de leurs liens de parenté avec les</p>	

		<p>membres de la communauté hôte ; ce qui favorise une cohabitation pacifique entre les deux communautés.</p> <p>En plus, les PDIs participent aux travaux champêtres avec les familles d'accueil.</p>	
<p><b>Protection de l'enfance</b></p>		<p>Les enfants déplacés sont estimés à 44 dont 24 filles et 20 garçons.</p> <p>Pendant l'évaluation, l'équipe a observé que la plupart des enfants sur les sites d'accueil étaient à peine vêtus voir sans vêtements.</p> <p>Selon les informations recueillies, les écoles sont fermées depuis 02 ans à Marébougou, la plupart des enfants sont déscolarisés ou non-scolarisés. D'ailleurs, les personnes interrogées ont signalé l'incendie du bâtiment de l'école et du centre de santé de la localité.</p> <p>Les participants aux groupes de discussion et les informateurs clés n'ont mentionné aucun signe de détresse psychosociale chez les enfants.</p> <p>Pendant l'évaluation aucun cas d'enfant non accompagné ou séparé n'a été identifié ou signalé. Par ailleurs, aucun cas d'enfant blessé ou victime des violences physiques n'a été également identifié ou signalés.</p>	<p><b>Aux acteurs humanitaires :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Assister les enfants en Kits vestimentaires</li> </ul> <p><b>Aux acteurs de la santé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer la prise en charge médicale des enfants.</li> </ul> <p><b>Aux acteurs de l'éducation :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer des centres d'apprentissages temporaires pour faire face à la déscolarisation et non scolarisation des enfants.</li> </ul>



<p><b>Violences basées sur le genre</b></p>		<p>Lors des discussions avec les informateurs clés, aucun cas de violence basée sur le genre n'a été signalé ni identifié mais les participants aux groupes discussions ont signalé que la communauté de Marébougou s'adonne aux pratiques néfastes tels que les mariages d'enfants et les mariages forcés, ainsi que les mutilations génitales féminines.</p>	<p><b>Au sous cluster VBG</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tenir des séances de sensibilisation sur les conséquences liées aux pratiques néfastes de mariage précoce et les mutilations génitales féminines.</li> </ul>
<p><b>Personnes à besoins spécifiques</b></p>		<p>Il nous a été rapporté lors des groupes de discussions et par les informateurs clés que parmi ces PDIs il y a 02 femmes enceintes sans soutien âgées de 25 à 35 ans.</p>	<p><b>Aux acteurs humanitaires :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Apporter une assistance en vivres et NFIs aux personnes présentant des vulnérabilités spécifiques</li> </ul> <p><b>Acteurs de santé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer une prise en charge médicale liée aux visites prénatales pour les femmes enceintes.</li> </ul>
<p><b>Lutte anti-mine</b></p>		<p>Les PDIs contactées n'ont signalé aucune présence d'engins explosifs improvisés sur les sites d'accueil. Par contre, il y a eu des cas d'accidents liés aux engins explosifs improvisés dans les villages environnants de Marébougou notamment sur la route de</p>	<p><b>Aux acteurs de lutte anti-mines :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mener des activités de sensibilisation et d'éducation sur les risques liés aux engins explosifs improvisés sur les sites d'accueil et dans les</li> </ul>

		<p>Tiékorobougou et Souma qui ont fait 04 victimes dont 03 blessés et 01 décès courant 2020. Depuis ces incidents, les communautés ont limité leurs mouvements vers ces zones. Il nous a été rapporté par les informateurs clés que les PDIs n'ont pas une bonne connaissance des risques liés aux engins explosifs improvisés et les restes des explosifs de guerre.</p>	<p>localités concernées par les violences depuis le mois de mai 2020</p> <p>-</p>
<p><b>Ressenti psychologique</b></p>		<p>Selon les participants aux groupes de discussions et les informateurs clés, la mort des 02 personnes tuée pendant les violences a provoqué des chocs psychologiques graves au sein de la communauté. Par ailleurs, la perte de leurs biens matériels constitue pour eux une véritable source d'angoisse. Cette détresse se manifeste par la hantise, le manque d'appétit et les troubles de sommeil.</p>	<p><b>Aux acteurs humanitaires :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Faire une évaluation approfondie pour identifier les cas nécessitant une prise en charge Psychosociale de groupe ou individuelle ;</li> <li>- Apporter une assistance psychosociale aux PDIs qui présentent des signes de détresse psychologique</li> </ul>
<p><b>Terre, logement, propriété (LTP)</b></p>		<p>Pendant l'évaluation, les PDIs n'ont pas fait cas de conflit lié à la terre et aux logements dans les localités de départ ainsi que dans les localités d'accueil. Dans les localités d'accueil, certaines PDIs habitent des maisons cédées par des membres de la communauté hôte et les autres vivent au</p>	

		sein des familles d'accueil.	
<b>Accès aux services de base</b>		<p>Dans la localité de départ, le centre de santé a été incendié par les auteurs de l'attaque. Les bâtiments de l'école ont été incendiés même si elle n'était plus fonctionnelle à cause de l'insécurité.</p> <p>Dans les localités d'accueil, les infrastructures hydrauliques sont fonctionnelles mais l'accès à l'eau est payant ; ce qui constitue un obstacle pour les PDIs qui ne disposent pas de moyens financiers pouvant leur permettre d'acheter de l'eau. Les PDIs de Diaba Peulh et Sofara fréquentent le Centre de Santé Communautaire de Sofara (CSCOM) et les frais de consultations s'élèvent à mille francs CFA. En ce qui concerne ceux de Dotemé (Djenné ville) et Diabolo, ils fréquentent le Centre de Santé de Référence de Djenné (CSREF) dont les mille francs CFA.</p>	<p><b>Aux acteurs Eau, Hygiène et Assainissement :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Faciliter l'accès des PDIs à l'eau potable.</li> </ul>
<b>Impact du COVID-19 sur l'environnement de protection</b>		<p>Les participants des groupes de discussion affirment avoir connaissance de la pandémie à Covid-19 et les mesures barrières de prévention à la maladie. Les informations sur la pandémie sont reçues par les communautés à travers les médias tels que la radio et la télévision. Cependant, l'équipe</p>	<p><b>Aux acteurs de la santé et de l'hygiène publique :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer les sensibilisations pour le respect des gestes barrières</li> <li>- Faire des distributions de kits</li> </ul>

		<p>a observé que les communautés ne respectent pas les mesures barrières. En plus, ces mesures barrières n'ont pas changé les habitudes communautaires.</p> <p>Selon les participants aux groupes de discussion, la prise de température et le lavage des mains au savon sont obligatoires dans les structures sanitaires du cercle.</p>	<p>d'hygiènes de prévention</p>
<p>Autre</p>		<p>Pendant l'évaluation, les PDIs ont exprimé leurs besoins prioritaires qui sont les vivres, NFIs et les abris car ils n'ont pu rien emporter lors de leur déplacement.</p> <p>L'équipe a observé plusieurs enfants pratiquer la défécation à l'air libre. D'ailleurs, les participants aux groupes de discussion ont signalé que la plupart des PDIs habitent dans des maisons sans latrines.</p> <p>Enfin, pendant l'évaluation, les enfants ont été observés sans vêtements ni chaussures ; ce qui les expose aux aléas climatiques. En plus, les participants aux groupes de discussions ont signalé que certains enfants toussent et d'autres font des diarrhées.</p>	<p><b>Aux acteurs humanitaires :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Assister les PDIs en vivres et NFIs</li> <li>- Construire des latrines séparées par sexe dans les localités d'accueil au bénéfice des PDIs</li> </ul>